

L'Union européenne face aux crises

Programme de travail 2012 de Notre Europe

Tout au long de l'année 2012, *Notre Europe* prolongera ses travaux passés en se concentrant sur des thèmes en phase avec les échéances décisionnelles européennes des trimestres à venir et faisant l'objet de débats politiques en cours ou émergents. Beaucoup de ces travaux portent la marque des tensions et des crises que connaît l'Union européenne : ils ont tous vocation à clarifier leurs fondements, à permettre de mieux comprendre la logique des acteurs nationaux et européens concernés et à proposer des orientations et propositions visant à consolider et approfondir la construction européenne. Les publications, événements et autres interventions de *Notre Europe* couvriront trois registres complémentaires : « Union européenne et citoyens », « Compétition, coopération, solidarité » et « Actions extérieures européennes », dont le contenu est détaillé ci-après.

Union européenne et citoyens

En 2012, les travaux de *Notre Europe* portent tout d'abord sur quatre thématiques essentielles d'un point de vue politique, institutionnel et citoyen.

1.1. Nouveau(x) Traité(s), nouvelle Union ?

Dans un contexte marqué par le lancement d'un nouveau Traité à dimension gouvernementale, en deçà de l'UE27, il s'agit tout d'abord de clarifier la notion de « **Fédération d'Etats nations** » popularisée par Jacques Delors, et qui est au cœur des débats actuels sur l'intégration européenne. Il s'agit également de prolonger le débat sur la **méthode communautaire** et sur l'équilibre politique optimal à rechercher entre les **institutions européennes**, tout en poursuivant les travaux d'analyse relatifs au fonctionnement de ces institutions (Commission, Conseil européen et BCE).

1.2. Démocratie européenne

La gestion de la crise de la « dette souveraine » et la mise sur les rails d'un nouveau Traité ayant conduit à relancer le débat sur la dimension démocratique de l'UE, *Notre Europe* poursuit ses travaux en se focalisant principalement sur le rôle des **parlements nationaux** après le Traité de Lisbonne et face aux crises et sur le rôle des **partis politiques européens** et de leurs fondations dans l'émergence d'un espace public européen. *Notre Europe* poursuit également des « **dialogues citoyens** » impliquant un public large : ces dialogues concerneront à la fois la société civile, les acteurs sociaux, les enseignants et les jeunes.

1.3. Identités européennes

Notre Europe poursuit son travail d'analyse des identités européennes dans un contexte marqué par de fortes incompréhensions entre Etats membres. Il s'agit principalement de produire une série d'**« analyses pays »** relatives à la manière dont l'UE est perçue par ses différents Etats membres et citoyens afin de mieux faire comprendre leurs spécificités, leurs logiques et leurs intérêts, tout en luttant contre les préjugés parfois entretenus à leur égard. Il s'agit aussi de poursuivre nos **travaux anthropologiques** en essayant d'identifier notamment la manière dont la crise de la dette et les interventions européennes qu'elle a suscitées ont modifié la perception de l'UE. Il s'agit enfin d'approfondir les travaux relatifs au suivi des **opinions publiques**, dans le contexte récent comme sur une période plus longue.

1.4. Mobilité, libre circulation et « espace Schengen »

Notre Europe traite également des enjeux relatifs à l'espace de libre circulation, en mettant l'accent sur leur dimension citoyenne, dans un contexte également marqué par de fortes tensions entre pays européens. En 2012, *Notre Europe* s'efforce ainsi de participer aux débats relatifs à **l'espace Schengen**, notamment s'agissant des mécanismes de solidarité mis en place au sein de cet espace et des tentatives d'harmonisation des politiques conduites en matière d'asile. *Notre Europe* s'efforce également de produire des analyses portant sur les **citoyens exerçant leurs droits à la libre circulation** : mobilité des jeunes, accès aux droits sociaux dans les autres pays de l'UE, mais aussi témoignages de migrants européens.

Compétition, Coopération, Solidarité

La crise économique et sociale majeure frappant les pays européens conduit également *Notre Europe* à concentrer ses travaux sur quatre débats fondamentaux pour l'évolution de la construction européenne.

2.1. « La solidarité européenne à l'épreuve »

Dans un contexte de crise économique et sociale aigüe, *Notre Europe* approfondit ses travaux sur les **mécanismes de solidarité européenne**, en participant notamment au débat sur la solidarité établie dans l'urgence au sein de l'UEM, sur l'évolution de la « politique de cohésion », sur l'application de la clause de solidarité en matière énergétique, ainsi que sur la solidarité établie en matière migratoire. *Notre Europe* poursuit par ailleurs ses travaux relatifs à **l'Europe sociale sur la base d'une approche élargie** : au-delà des incidences sociales du marché intérieur (*voir ci-après*), il s'agit en particulier d'analyser l'impact de la « gouvernance économique » de l'UEM sur la cohésion sociale et la soutenabilité des systèmes de protection sociale, les actions de l'UE en matière d'emploi et la place accordée aux acteurs ayant un statut mutualiste.

2.2. Euro, gouvernance économique et système financier

Comme depuis le début de la crise de la dette, *Notre Europe* continuera à s'exprimer en dissociant les enjeux de court terme (plans de sauvetage, perspectives de croissance) et ceux de moyen terme (réforme de l'UEM, création de nouveaux outils d'intervention de l'UE, comme les « eurobonds »). *Notre Europe* approfondit les travaux du **groupe « Tommaso Padoa-Schioppa »** œuvrant sous le parrainage de Jacques Delors et de Helmut Schmidt : l'objectif est de concilier une analyse économique rigoureuse avec une évaluation de la faisabilité technique et politique des solutions envisagées, et de délivrer une feuille de route aux décideurs européens et nationaux. *Notre Europe* s'efforce par ailleurs d'analyser les **implications politiques des réformes de la gouvernance économique** (nouveau Traité, pacte Euro plus, etc.), d'analyser la **dialectique solidarité-responsabilité au sein de l'UEM** et d'explorer les possibilités d'une **relance de la croissance** via une intervention accrue de l'UE en matière d'investissement et d'intégration commerciale.

2.3. Le marché unique, 20 ans après

20 ans après « l'objectif 1992 », et malgré les importants progrès réalisés depuis lors, le potentiel de croissance et d'emplois liés au Marché Unique n'est toujours pas pleinement exploité, dans un contexte marqué par une relative défiance de certaines opinions publiques. Il s'agira pour *Notre Europe* d'engager des travaux ayant une triple dimension : un **bilan du Marché Unique, en particulier d'un point de vue social** (création et destruction d'emplois, gains de pouvoir d'achat, incidences sur les salaires et les droits sociaux, etc.) ; une dimension thématique portant notamment sur la **coordination fiscale** au sein du marché unique ; une dimension sectorielle, notamment centrée sur le **marché intérieur de l'énergie**, dans le prolongement de la proposition d'une « Communauté Européenne de l'énergie » formulée par Jacques Delors.

2.4. « Mieux dépenser ensemble » - Le cadre financier européen post 2013

Dans une année marquée par la conclusion des négociations du cadre financier 2014-2020, *Notre Europe* poursuit sa **série de publications sur le thème « mieux dépenser ensemble »**, en explorant la possibilité d'améliorer l'efficacité de la dépense publique via son éventuelle « européanisation » ou une meilleure coordination des dépenses européennes et nationales. Il s'agit d'une part de formuler des analyses et propositions visant à améliorer la structure, la composition et le fonctionnement du budget européen ; d'autre part de contribuer au débat sur les **réformes des principales politiques financées par le budget communautaire** (réformes de la PAC et de la politiques de cohésion notamment), tout en proposant une réflexion originale sur la transition de l'UE vers une économie verte.

Actions extérieures européennes

Les évolutions géopolitiques enregistrées au cours des précédents semestres conduisent enfin *Notre Europe* à approfondir ses travaux relatifs à l'insertion de l'Union européenne dans son environnement extérieur, en se concentrant sur trois thématiques principales.

3.1. « Think global - Act european »

Notre Europe participe aux réflexions sur la **mise en cohérence des organes responsables des actions extérieures européennes** : Conseil européen et Conseil, Haut représentant pour la politique extérieure et de sécurité de l'UE, Service européen pour l'action extérieure, Commission européenne et Parlement européen. Dans cette perspective, *Notre Europe* mobilise un réseau d'une quinzaine de Think-Tanks européens avec l'objectif de produire des analyses paneuropéennes et des recommandations centrées sur les **principaux défis externes de l'UE** et les besoins de coordination stratégique des instruments d'action extérieure : politique commerciale ; dimension extérieure du marché intérieur ; migrations ; politique énergétique extérieure ; régulation financière et économique ; politique de voisinage ; PSDC.

3.2. L'UE et ses voisins

Le printemps arabe et ses suites doivent conduire à renforcer l'un des « piliers » de l'introuvable politique extérieure de l'UE, la « politique de voisinage ». S'appuyant sur la réflexion initiée par son Conseil d'administration, *Notre Europe* développera un ensemble d'analyses et de propositions visant à promouvoir une vision stratégique des relations de l'UE avec l'ensemble de ses voisins. Cette réflexion se déclinera principalement autour des problématiques suivantes : **enjeux stratégiques globaux** (différenciation, équilibre Sud-Est etc.) ; **intégration commerciale et économique**, notamment en matière agricole ; **circulation des personnes et migrations** ; **coopération en matière énergétique**.

3.3. La sécurité énergétique

La compétition internationale pour les ressources énergétiques fossiles trouve un écho particulier en Europe, où vulnérabilité et dépendance croissante des États membres entraînent une compétition intra-européenne pouvant aller jusqu'à remettre en cause le principe de solidarité au cœur de la construction européenne, comme l'ont illustré les crises du gaz à répétition entre la Russie et l'Ukraine. Dans ce contexte, *Notre Europe* s'efforce notamment d'analyser la portée politique et pratique du **principe de solidarité** en matière énergétique inscrit dans les traités européens et de réfléchir à la **dimension extérieure de la politique énergétique européenne**, en écho à sa proposition de Communauté européenne de l'énergie.